

RÉPONSE DU GROUPE ORANGE
À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR
UN PROJET D'ATTRIBUTION DE FRÉQUENCES CONCERNANT
LA REVISION DES MODALITES D'ATTRIBUTION DES
FREQUENCES DE LA BANDE 2,6 GHz TDD POUR LES
RESEAUX MOBILES A TRES HAUT DEBIT POUR DES BESOINS
PROFESSIONNELS

31 JUILLET 2024

VERSION PUBLIQUE

Version publique

Dans la suite du document, « Orange » désigne le Groupe Orange.

1. Remarques liminaires

Orange remercie l'Arcep de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer ses commentaires à propos de la Consultation Publique sur un projet d'attribution de fréquences concernant la révision des modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels.

Question n° 1

Avez-vous des observations sur ce projet d'évolution des modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD ?

- Selon Orange¹, si une bande de garde de 5 MHz permettrait d'améliorer la coexistence de réseaux TDD non synchronisés dans une même zone, ce serait au détriment de la capacité (pertes de ressources dues à la nécessité de réserver une bande de garde). Afin d'éviter une telle perte de capacité dans les zones denses, il serait préférable de privilégier la synchronisation en temps et l'alignement des « timeslots ». Dans le cas de zones moins denses, d'autres mesures seraient toutefois envisageables (p.ex. diminution des puissances d'émission et bandes de garde).
- Orange rappelle aussi¹ qu'il est « crucial que les utilisateurs PMR de la bande 2,6 GHz TDD soient correctement informés du fait qu'ils ne pourront prétendre à une quelconque protection vis-à-vis des réseaux mobiles 4G ouverts au public bénéficiant de l'antériorité. Des résultats de mesures terrain réalisés par Orange en 2017 ont notamment confirmé une dégradation du débit Uplink du TDD à 2,6 GHz pouvant atteindre des valeurs significatives dans le cas où la bande de garde entre le FDD et le TDD est réduite à 5 MHz. »
- [SDA]
- Orange s'interroge également sur l'impact de ce changement sur les autorisations existantes. Si un impact est avéré sur ces autorisations existantes, Orange souhaite que l'Arcep clarifie comment cet impact sera notifié aux acteurs concernés et explicite quel dispositif de gestion de ces situations sera mis en place.
- En ce qui concerne l'extension du dispositif d'attribution à l'ensemble des zones géographiques pour lesquelles l'Arcep est affectataire au sens du tableau national de répartition des bandes de fréquences (ci-après « TNRBF ») :
 - Orange estime inapproprié que le dispositif porte sur « *le territoire sur lequel l'Arcep est affectataire* ». L'Arcep doit clairement préciser le ou les territoires concernés par le dispositif d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD (métropole, territoires ultra-marins de la Région 1 de l'UIT-R, territoires ultra-marins de la Région 2 de l'UIT-R). En effet, le

¹ « Réponse du groupe Orange à la consultation publique de l'Arcep sur les modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels en France métropolitaine » - 20 avril 2018

TNRBF est susceptible d'être modifié dans les années à venir. Or, une évolution du périmètre des territoires autorisés serait *de facto* considérée comme une modification substantielle et devrait faire l'objet d'une communication transparente de l'Autorité, voire d'une consultation publique si nécessaire.

- [SDA]

Question n° 2

Au regard des usages professionnels et leurs objectifs, estimez-vous qu'il serait pertinent de faire évoluer les dispositions relatives aux durées des autorisations, et en particulier celles relatives à la durée maximale d'autorisation (voir en particulier la section 3.1) ?

Orange estime qu'une durée maximale de 10 ans est adaptée aux besoins des réseaux professionnels privés.

Question n° 3

Quelles dispositions relatives à l'attribution d'autorisations « de courte durée », visant à répondre à un besoin ponctuel, vous apparaissent pertinentes, notamment au regard des usages professionnels et leurs objectifs, et du point de vue des durées optimales de telles autorisations et, le cas échéant, de la procédure d'attribution des fréquences adaptées à ces cas d'usage ?

[SDA]

Question n° 4

Est-ce que d'autres évolutions des modalités d'attribution de fréquences de la bande 2,6 GHz TDD vous semblent nécessaires ?

[SDA]